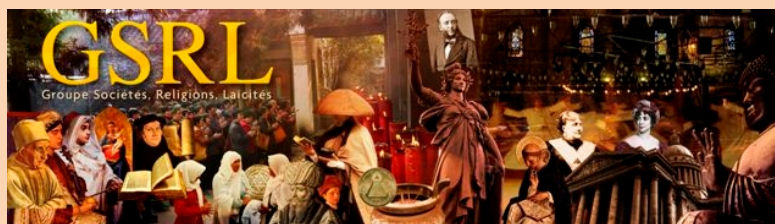




UMR 8582 - EPHE - CNRS



Institut Français
d'Etudes Anatoliennes
USR 3131



Coronavirus Outbreak and Islam: Emergent Issues

GRUPE SOCIETES RELIGIONS LAÏCITES

Groupe « Islam »

Contact : luizardpj@wanadoo.fr

Responsables du projet

Pierre-Jean Luizard, CNRS

Bayram Balci, CERI-IFEA Istanbul

Stéphane Dudoignon, CNRS

Franck Frégosi, IEP Aix - CNRS

Thierry Zarcone, CNRS – IEP Aix

24 mai 2020

Turquie. Les personnels de santé décédés dans la lutte contre le Covid-19 élevés au rang de « martyrs »

La Turquie fait partie des dix pays le plus touchés par l'épidémie de Covid-19 avec, à ce jour, environ 157 000 cas détectés et 4 300 décès¹. Les personnels de santé, comme partout dans le monde, ont payé un lourd tribut à cette pandémie, et c'est en s'appuyant sur la tradition de l'islam qu'un théologien de renom et des politiques ont tenu à les honorer. Il s'agit en l'occurrence de leur attribuer le statut de « martyr » (*shahid* en arabe et en turc), ce qui n'est pas la moindre des choses en islam puisque, selon le Coran (3:163), ce statut place le défunt juste avant le rang de prophète et qu'il lui promet en outre la vie éternelle. La Turquie n'innove pas sur ce point car l'Egypte l'a devancée en mars dernier, ainsi que l'Iran par la voie de son guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei, et jusqu'en France où Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman, étend ce statut à tous les musulmans décédés en raison de cette maladie². Dans la Turquie laïque d'Atatürk, même dirigée par le parti conservateur de Tayyip Erdoğan, cette décision demande de procéder avec une certaine prudence compte tenu du fort capital symbolique du terme de martyr. Le pays est en effet très polarisé avec 50% de fervents soutiens du Président incluant ses alliés nationalistes, face à une proportion égale d'opposants laïques et républicains déterminés.

A l'origine de ce projet se trouve le professeur Hayrettin Karaman (86 ans), théologien, spécialiste de droit musulman et ancien conseiller du président Erdoğan. L'homme est un proche des Frères musulmans dont il recompose les idées avec les anciennes valeurs ottomanes mais il est foncièrement opposé au djihadisme sous toutes ses formes dont celle de l'Etat islamique, ainsi qu'au wahhabisme saoudien. Karaman est décrit par ses opposants laïques comme le *fetvacı* du Palais (*Saray fetvacı*), c'est-à-dire celui qui rend des décisions juridiques religieuses (*fatwa*) en s'appuyant sur la tradition de l'islam (Coran et hadith), dénomination rejetée par l'intéressé qui rappelle que le droit islamique n'a pas cours dans une République laïque. Le théologien répond cependant, au début du mois de mai, à une demande de la population quant à savoir si un soignant tué par le Covid-19 pourrait être un martyr. Le professeur de droit cite alors un hadith (propos de Muhammad) qui reconnaît comme martyr

les hommes qui trouvent la mort dans le combat au nom d'Allah, de même que ceux qui sont frappés par la peste (*ta'un* en arabe) ou qui meurent dans une noyade, tout comme la femme morte en couche. Cela concerne donc les personnels de santé tombés dans leur combat contre le Covid-19. L'école de droit musulman hanéfite à laquelle sont liés les Turcs fait néanmoins une distinction, relève Karaman, entre le « vrai martyr » (*el-şehidü'l-hakiki*) qui meurt sur le champ de bataille face aux ennemis de l'islam, et le « martyr par décision de droit » (*el-şehidü'l-hükmi*), catégorie qui accueille tous les autres martyrs dont les personnels de santé. Parce qu'il perd la vie pour préserver celle d'un autre homme, le soignant est donc aussi, à sa manière, un combattant de Dieu³. Ces dernières années, en Turquie, le statut de martyr a été attribué aux soldats turcs morts sur le champ d'honneur dans leur défense de la patrie (en Syrie par exemple) mais aussi aux civils qui ont perdu la vie dans l'opposition aux putschistes lors du coup d'Etat avorté de juillet 2015.

Ce rendu juridique de Karaman, qui a, certes, tout d'une *fatwa* et qui est présentée, du reste, comme telle par ses ennemis politiques, est accueilli favorablement par le ministre des Affaires religieuses, Ali Erbaş, et celui qui est en charge de la santé, Fahrettin Koca. Le parti du Bien (İyi Parti) de Meral Akşener, scission du parti nationaliste, va encore plus loin puisque deux de ses députés se proposent de préparer une proposition de loi pour formaliser cette reconnaissance. Une voix discordante apparaît toutefois qui, sans minimiser le sacrifice accompli par les personnels de santé, qualifie la *fatwa* de Karaman de « *fatwa* populiste » (*popülist bir fetva*). Elle cacherait une manœuvre politique qui permettrait au pouvoir de s'allier les héros du moment⁴. Cependant, l'opposition la plus subtile à cette *fatwa* vient d'une figure connue de la République laïque, le très dynamique Ahmet Hakan, directeur du journal d'opposition *Hürriyet*, qui, s'il ne tarit pas d'éloges à l'égard des personnels de santé et estime aussi qu'il faut reconnaître ces derniers comme des martyrs, pense toutefois ce concept sur un mode séculier, comme c'était le cas à l'époque d'Atatürk. A ses yeux, les soignants seraient des martyrs comme, pendant la guerre d'Indépendance (1921-1922), l'avaient été les soldats turcs tombés pour la défense du pays contre l'armée grecque. Ici, le mot « martyr » fait référence au héros séculier (*kahraman*), terme également utilisé par Hakan⁵.

Si les camps religieux et laïque reconnaissent unanimement le sacrifice des personnels de santé qui ont perdu la vie pendant la pandémie, ils se divisent donc sur l'interprétation du terme de martyr qu'ils rattachent, chacun, à leur référentiel culturel. Les laïques maintiennent ce terme sous la forme désacralisée que lui a donnée la République, alors que les religieux s'emploient, au contraire, à resacraliser celui-ci. Cette politique s'inscrit clairement dans la stratégie de réinstauration des valeurs culturelles, éthiques et sociales musulmanes encouragée par le parti de Tayyip Erdoğan, et ce dans une Turquie qui reste encore, dans son droit et dans sa constitution, laïque. Mais le désir d'une sortie de la laïcité n'est pas sans séduire certains esprits. Pour preuve, le même professeur Karaman, il y a quelques années, avait pensé un projet de Turquie non-laïque sur le modèle du « partenariat privilégié » qui lie, en Allemagne, les églises à l'Etat⁶.

Thierry Zarcone
Directeur de recherches au CNRS
Groupe Sociétés Religions Laïcités
Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence

¹ Chiffres communiqués sur le site du ministère turc de la santé, <https://covid19.saglik.gov.tr>

² Nader Allouche, « Pour le CFCM, un musulman mort du coronavirus est un “martyr”, ou le risque d'un nouveau djihad », *Valeurs actuelles*, 10 avril 2020.

³ H. Karaman, « Şehit sağlıkçılar » Les Personnels de santé martyrs), dans le quotidien pro-gouvernemental *Yeni Şafak* du 5 mai 2020 (<https://www.yenisafak.com/yazarlar/hayrettinkaraman/sehit-saglikcilar-2054744>).

⁴ « Prof. Dr. Hayrettin Karaman sağlık çalışanlarını "şehit" yaptı ama... », <https://www.dinihaber.com/genel/prof-dr-hayrettin-karaman-saglik-calisanlarini-sehit-yapti-ama-h145269.html> (site de religieux opposés au ministère des Affaires religieuses, aux tarikat et aux cemaat).

⁵ « O kahramanları... 'Şehit' ilan etmenin tam zamanıdır, » <https://jurnalci.com/o-kahramanlari-sehit-ilan-etmenin-tam-zamanidir-122904.html>

⁶ Voir mon « La Turquie de l'AKP (2002-2017). Laïcité autoritaire et vellétés de sortie de la laïcité », dans Jean Baubérot, Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, dir., *La Sécularisation en question. Religions et laïcités au prisme des sciences sociales*, Paris, Aubier, 2019, p. 189-207.